

# II Activité multilatérale

## Le Commonwealth

Le Commonwealth est devenu, au cours de la dernière décennie, un des moyens les plus appropriés et les plus efficaces de réaliser la consultation et la coopération internationales. L'année 1975 semble avoir joué un rôle capital dans cette évolution. Le premier secrétaire général du Commonwealth, le Dr Arnold C. Smith, s'est retiré de son poste le 30 juin et est revenu dans son Canada natal après dix années de services distingués pour la cause du Commonwealth. M. Smith a été fait Compagnon d'honneur par la Reine et la Société royale lui a décerné le prix R.B. Bennett pour 1975 en reconnaissance de sa remarquable contribution à la croissance du Commonwealth moderne et à la mise en place du Secrétariat de l'organisation. S'adressant aux chefs d'État à leur réunion de 1975, M. Smith a souligné que le nombre des pays membres du Commonwealth était passé de 20 à 33 depuis 1965 et que le Commonwealth s'était beaucoup transformé au cours des années: «il en est venu à jouer un rôle de plus en plus pertinent au milieu des grands problèmes de la politique mondiale. Nous n'avons pas vieilli, nous avons grandi». Il a rappelé, notamment, que «le Commonwealth était tout à fait en mesure, à condition de pouvoir s'appuyer sur une volonté politique réelle, de donner le ton à la communauté internationale, qui devra, tôt ou tard, faire face aux problèmes économiques de la planète». Son successeur, M. S.S. Ramphal, ancien ministre des Affaires étrangères et ministre de la Justice de la Guyane, désire, lui aussi, donner encore plus de relief au rôle progressif que le Commonwealth joue maintenant dans les affaires mondiales. Il a décrit la vocation du Commonwealth comme étant de «faire progresser un internationalisme fondé sur la morale plutôt que sur la puissance» par un engagement à l'égard de «la politique de l'unanimité plutôt que par l'utilisation des techniques de l'affrontement».

La réunion des chefs d'État du Commonwealth, tenue à Kingston, en Jamaïque, du 29 avril au 6 mai, était, elle-même, une illustration de cette vocation. Chacun des 33 pays du Commonwealth y était représenté, 28 l'étant par leur premier ministre ou leur président. Un accueil particulier a été réservé au premier ministre de la Grenade, M. Gairy, dont le pays participait à une réunion de chefs d'État pour la première fois depuis son accession à l'indépendance, survenue en 1974. Les chefs d'État ont eu des entretiens détaillés sur un

large éventail de questions politiques portant, notamment, sur l'Afrique septentrionale, Bêlize, Chypre, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud, l'océan Indien et les essais nucléaires. Les questions économiques ont été au centre des consultations. La question des inégalités économiques a été soulignée par le président et par M. Manley, premier ministre de la Jamaïque, à la lumière des événements déjà examinés par les chefs d'État lors de leur réunion d'Ottawa (1973).

Les chefs d'État ont créé un groupe d'experts du Commonwealth (le groupe McIntyre) auquel ils ont confié la tâche d'établir un programme exhaustif et cohérent de mesures pratiques destinées à réduire l'écart qui existe entre les pays riches et les pays pauvres. Ils ont aussi adopté la proposition de créer une division de la production alimentaire et du développement rural au sein du Secrétariat et donné leur approbation au projet d'accroître la coopération pour le développement industriel au sein des États membres. Par ailleurs, ils ont exprimé leur satisfaction au sujet des progrès réalisés par le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique et ils se sont félicités de l'importance considérable prise par les engagements des pays développés et des pays en voie de développement dans le but d'assurer au Fonds des ressources qui lui permettent de répondre à l'accroissement des besoins d'aide des gouvernements du Commonwealth.

L'assemblée, après avoir noté avec satisfaction les progrès réalisés par le Programme pour la jeunesse du Commonwealth dans la courte période qui a suivi son lancement du Programme (1973), a décidé de prolonger son application au-delà de 1976. Le rôle joué par la Fondation du Commonwealth pour le raffermissement de la coopération professionnelle dans tout le Commonwealth a aussi été noté avec satisfaction par les chefs d'État, qui ont appuyé l'augmentation de son budget. Le premier ministre, M. Trudeau, a annoncé la décision du Canada de porter à plus du double la valeur de son apport financier à la Fondation et de s'engager à prendre à sa charge 32 pour cent du nouveau budget. Les chefs d'État ont affirmé la nécessité d'accorder une plus grande attention aux droits des femmes au sein du Commonwealth et de faire en sorte qu'elles participent pleinement et en toute égalité à l'activité politique, économique, sociale et culturelle de leur pays. Ils ont examiné les problèmes que crée l'«exode des cerveaux» et le secrétaire général a été prié d'entreprendre sur